

Le Quotidien

Statistique Canada

Le mercredi 20 mars 2013

Diffusé à 8 h 30, heure de l'Est

Communiqués

Postes vacants, moyenne de trois mois se terminant en décembre 2012	2
Les entreprises canadiennes comptaient 221 000 postes vacants en décembre, un chiffre inchangé par rapport à décembre 2011. Il y avait 5,7 chômeurs pour chaque poste vacant, soit un ratio comparable à celui de 5,8 enregistré en décembre 2011.	
Voyages entre le Canada et les autres pays, janvier 2013	14
Effectif policier et dépenses au chapitre des services de police, 2012	17
Rapports sur la santé, mars 2013	20
Blogue de StatCan : Enquête sur la sécurité financière, mars 2013	21
Stocks et exportations de pétrole brut et condensat par oléoduc, janvier 2013	22
Estimations de la population du Canada, quatrième trimestre de 2012	23
Nouveaux produits et études	24



Communiqués

Postes vacants, moyenne de trois mois se terminant en décembre 2012

Les entreprises canadiennes comptaient 221 000 postes vacants en décembre, un chiffre inchangé par rapport à décembre 2011. Il y avait 5,7 chômeurs pour chaque poste vacant, soit un ratio comparable à celui de 5,8 enregistré en décembre 2011.

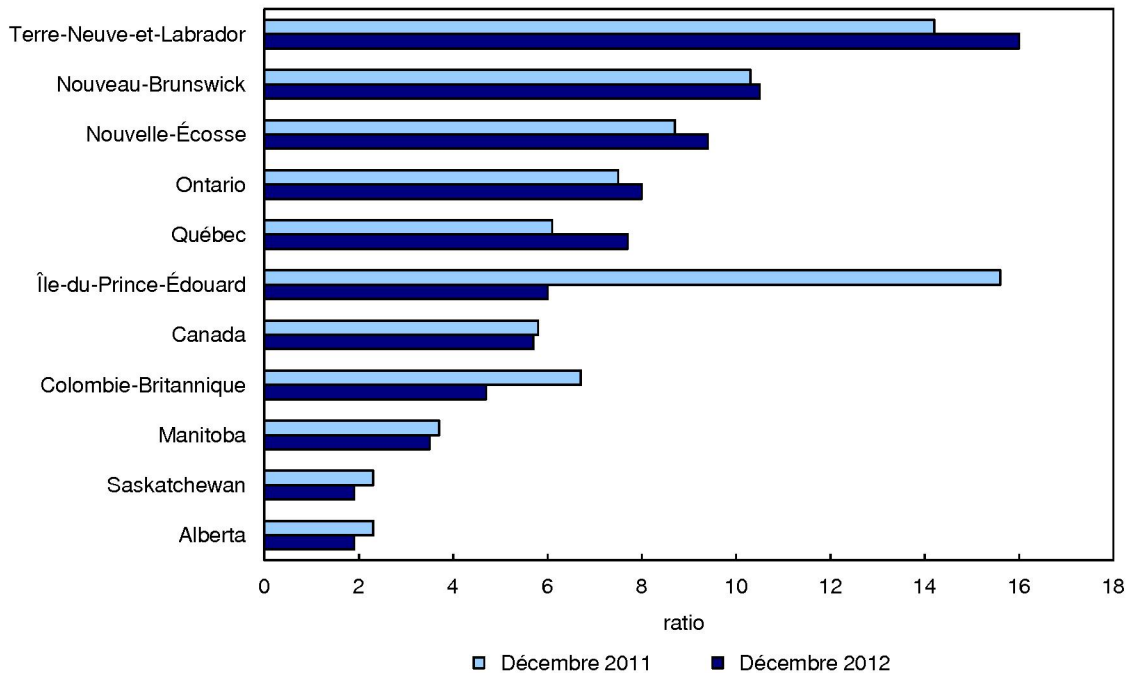
Le ratio augmente au Québec et diminue dans certaines provinces de l'Ouest

À l'échelle provinciale, seul le Québec a affiché une hausse notable du ratio chômeurs-postes vacants, celui-ci passant de 6,1 en décembre 2011 à 7,7 en décembre 2012. Cette hausse du ratio résulte d'une diminution du nombre de postes vacants dans la province supérieure à la baisse du nombre de chômeurs.

Les ratios chômeurs-postes vacants les plus élevés ont continué d'être enregistrés dans certaines provinces de l'Est. Terre-Neuve-et-Labrador comptait 16,0 chômeurs par poste vacant en décembre, suivie du Nouveau-Brunswick (10,5) et de la Nouvelle-Écosse (9,4). Ces ratios ont peu varié par rapport à 12 mois plus tôt.

Graphique 1

Ratio chômeurs-postes vacants, tous les chômeurs, par province, moyenne de trois mois, décembre 2011 et décembre 2012



Les trois provinces des Prairies ont, quant à elles, obtenu les ratios les plus bas.

En Alberta, il y avait 1,9 chômeur par poste vacant, soit un ratio inférieur à celui de 2,3 observé en décembre 2011. Cette baisse s'explique dans une large mesure par une diminution du nombre de chômeurs dans la province. En Saskatchewan, le ratio s'est également établi à 1,9, alors qu'il était de 3,5 au Manitoba.

En Colombie-Britannique, le ratio a diminué, passant de 6,7 chômeurs par poste vacant en décembre 2011 à 4,7 en décembre 2012. Cette baisse s'explique par une augmentation du nombre de postes vacants conjuguée à une légère baisse du nombre de chômeurs.

À l'Île-du-Prince-Édouard, le ratio a diminué au cours de cette période de 12 mois, passant de 15,6 chômeurs par poste vacant à 6,0. Cette baisse résulte d'une hausse du nombre de postes vacants, qui est passé de 600 à 1 600, alors que le nombre de chômeurs était inchangé (voir la note aux lecteurs sur la qualité des données).

L'Ontario comptait 8,0 chômeurs pour chaque poste vacant, ce qui est peu différent du ratio observé 12 mois plus tôt.

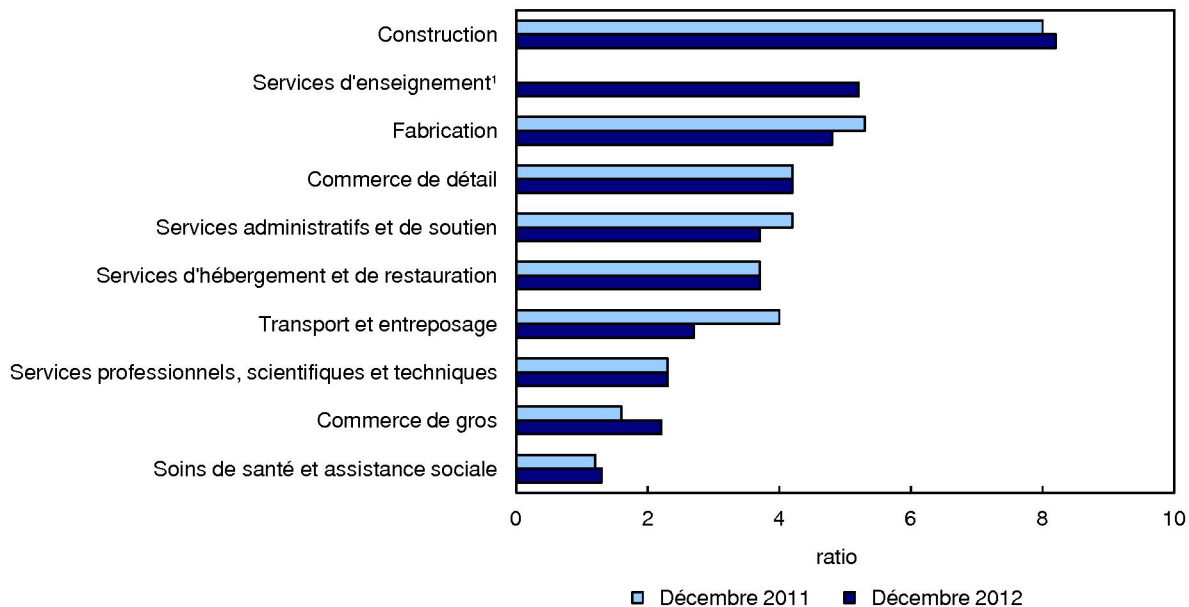
Ratio par secteur

L'analyse sectorielle du ratio chômeurs-postes vacants se limite aux personnes qui ont travaillé au cours des 12 mois précédents, car les données sur le chômage par secteur ne sont disponibles que pour ce groupe.

Parmi les principaux secteurs d'activité, c'est celui de la construction qui a enregistré le ratio chômeurs-postes vacants le plus élevé, soit 8,2 en décembre, un ratio presque inchangé par rapport à décembre 2011. Comme le chômage suit des cycles saisonniers dans ce secteur, le ratio tend vers le haut au cours des mois d'hiver et vers le bas pendant l'été.

Le secteur de la fabrication comptait 4,8 chômeurs par poste vacant en décembre. Ce ratio a peu varié par rapport à 12 mois plus tôt, mais le nombre de chômeurs qui avaient eu leur dernier emploi dans ce secteur était en baisse durant cette période.

Graphique 2
Ratio chômeurs-postes vacants par principaux secteurs, chômeurs ayant travaillé au cours des 12 mois précédents, moyenne de trois mois, décembre 2011 et décembre 2012



1. Le ratio de décembre 2011 pour le secteur des services d'enseignement est trop peu fiable pour être publié.

Le commerce de gros a été le seul grand secteur d'activité à avoir connu une hausse marquée du ratio. En décembre, le ratio chômeurs-postes vacants y était de 2,2, comparativement à 1,6 en décembre 2011, la progression s'expliquant principalement par la diminution du nombre de postes vacants.

Le ratio dans le transport et l'entreposage a diminué, passant de 4,0 chômeurs par poste vacant à 2,7 en décembre. Cette baisse est entièrement attribuable à la hausse du nombre de postes vacants.

En décembre, le secteur des soins de santé et de l'assistance sociale affichait un ratio de 1,3, le plus bas de tous les secteurs d'activité. Ce ratio a peu varié par rapport à 12 mois plus tôt.

Dans les secteurs d'activité moins grands, un secteur a connu une forte hausse du ratio, alors que un secteur a enregistré une baisse. Dans le secteur de l'extraction minière, de l'exploitation en carrière et de l'extraction de pétrole et de gaz, le ratio a augmenté, passant de 1,6 en décembre 2011 à 2,7 en décembre 2012, sous l'effet combiné d'une diminution du nombre de postes vacants et d'une augmentation du nombre de chômeurs.

Le secteur des arts, des spectacles et des loisirs a connu une baisse du ratio, qui est passé de 9,1 à 6,0 au cours de la période de 12 mois, en raison d'une hausse du nombre de postes vacants.

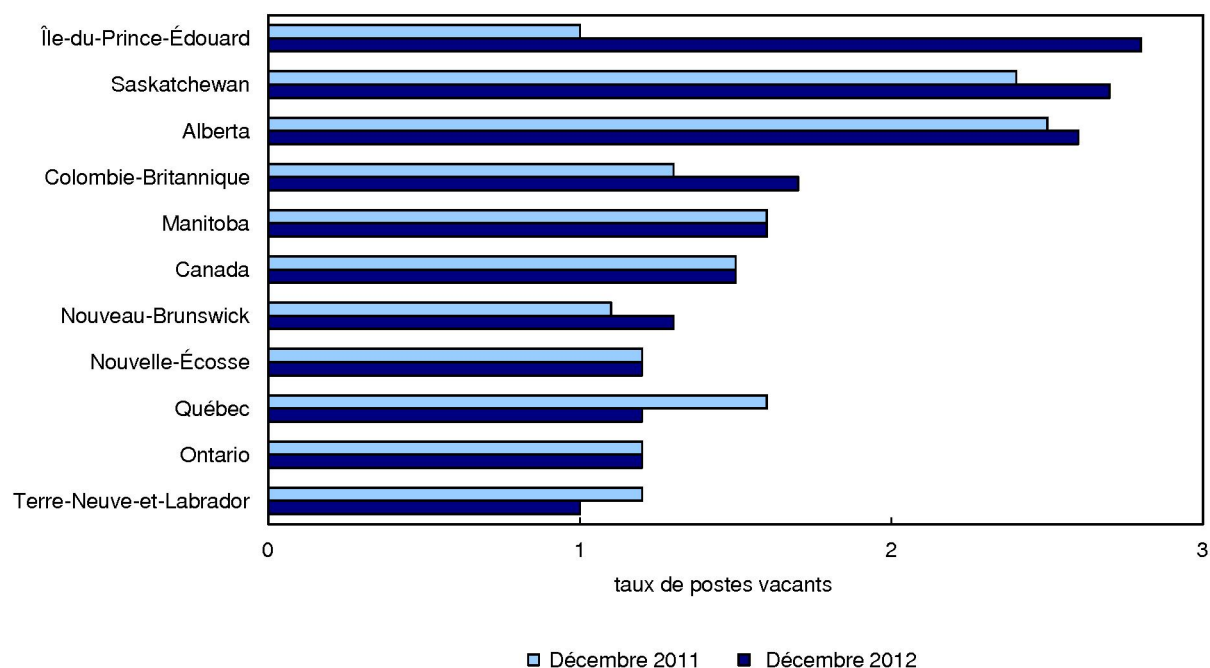
Taux de postes vacants

Les données de cette enquête servent également à calculer le taux de postes vacants. Ce taux correspond au nombre de postes vacants divisé par la demande de travail totale, c'est-à-dire la somme des postes occupés et des postes vacants. Il correspond à la proportion des postes inoccupés par rapport à l'ensemble des postes salariés disponibles. Des taux de postes vacants élevés sont souvent associés à des périodes de croissance économique, alors que de faibles taux peuvent être associés à des périodes de ralentissement de la croissance ou de repli économique.

En décembre, le taux national de postes vacants dans les entreprises canadiennes s'est établi à 1,5 %, soit un taux inchangé par rapport à 12 mois plus tôt.

Graphique 3

Taux de postes vacants, par province, moyenne de trois mois, décembre 2011 et décembre 2012



À l'échelle provinciale, le taux de postes vacants a augmenté à l'Île-du-Prince-Édouard et en Colombie-Britannique, il a diminué au Québec et à Terre-Neuve-et-Labrador, alors qu'il a peu varié ailleurs.

À l'Île-du-Prince-Édouard, le taux est passé de 1,0 % en décembre 2011 à 2,8 % en décembre 2012. Le taux de postes vacants s'est établi à 1,7 % en Colombie-Britannique, en hausse par rapport à celui de 1,3 % observé en décembre 2011.

Au Québec, le taux de postes vacants a diminué, passant de 1,6 % à 1,2 %, alors qu'à Terre-Neuve-et-Labrador, il est passé de 1,2 % à 1,0 %.

Taux de postes vacants par secteur

Le secteur des arts, des spectacles et des loisirs comptait 5 800 postes vacants et affichait un taux de postes vacants de 2,4 % en décembre, en hausse par rapport au taux de 1,5 % enregistré 12 mois plus tôt. Le secteur de l'information et de la culture a également connu une hausse du taux, qui est passé de 1,0 % à 2,3 %, le nombre de postes vacants s'établissant à 7 600 en décembre 2012.

Le taux de postes vacants dans le secteur des soins de santé et de l'assistance sociale s'est établi à 2,1 % en décembre, en hausse par rapport au taux de 1,7 % observé un an plus tôt. Le secteur comptait 36 000 postes vacants en décembre.

Les services administratifs et de soutien affichaient également un taux de postes vacants de 2,1 %, soit un taux à peu près inchangé par rapport à 12 mois plus tôt, et il y avait 16 000 postes vacants dans ce secteur.

Le taux de postes vacants dans le secteur de l'extraction minière, de l'exploitation en carrière et de l'extraction de pétrole et de gaz a diminué, passant de 2,9 % à 2,1 % au cours des 12 mois ayant pris fin en décembre. Les postes vacants dans ce secteur se chiffraient à 4 800 en décembre.

Le taux de postes vacants le plus bas a été enregistré dans les services d'enseignement, soit 0,4 %, en baisse par rapport à 1,0 % 12 mois plus tôt. En décembre 2012, il y avait 5 200 postes vacants dans ce secteur.

Note aux lecteurs

Les estimations sur les postes vacants sont recueillies dans le cadre de l'Enquête sur la rémunération auprès des entreprises (ERE), une enquête mensuelle. Depuis le mois de référence de janvier 2011, deux questions supplémentaires sont posées dans l'ERE, qui constitue le volet d'enquête de l'Enquête sur l'emploi, la rémunération et les heures de travail (EERH). Ces questions visent à déterminer s'il y avait des postes vacants le dernier jour ouvrable du mois et, le cas échéant, le nombre de ces postes.

La population cible est identique à celle de l'ERE et comprend tous les employeurs du Canada, sauf ceux dont l'activité principale relève des secteurs de l'agriculture, de la pêche et du piégeage, des services aux ménages privés, des organismes religieux, du personnel militaire des services de la défense, et des administrations publiques fédérale, provinciales et territoriales.

Dans chaque communiqué, les estimations pour le mois de référence en cours sont sujettes à révision. Les estimations du mois précédent ont été révisées. Les utilisateurs sont invités à demander et à utiliser les estimations les plus à jour pour chaque mois.

Qualité des données

Les estimations sur les postes vacants aussi bien que celles sur le chômage sont fondées sur des échantillons, et sont donc sujettes à la variabilité d'échantillonnage. Les estimations visant les régions géographiques et les branches d'activité affichant un petit nombre de postes vacants ou de chômeurs sont sujettes à une variabilité plus importante.

Les estimations des postes vacants, de la demande de travail et du chômage ainsi que les taux connexes ne sont pas désaisonnalisés, de sorte que les comparaisons ne devraient être faites que d'une année à l'autre. S'agissant d'une nouvelle série de données, les tendances ne sont pas encore disponibles; par conséquent, ces données doivent être interprétées avec prudence.

Toutes les estimations sont fondées sur des moyennes mobiles de trois mois. Ainsi, les estimations du mois courant sont fondées sur la moyenne des estimations du mois courant et des deux mois précédents.

Définitions

Postes vacants : Un poste est considéré comme « vacant » s'il satisfait aux trois conditions suivantes : il existe un poste précis, le travail pourrait débuter dans les 30 jours et l'employeur cherche activement des employés hors de l'organisation pour doter ce poste.

Demande de travail : La demande de travail totale correspond à la somme de la demande de travail satisfaite (postes salariés occupés) et de la demande de travail insatisfaite (postes vacants).

Principaux secteurs d'activité : Il s'agit des secteurs affichant les effectifs les plus importants de salariés pour lesquels des données publiables sur les postes vacants sont disponibles.

Taux de postes vacants : Le taux de postes vacants correspond au nombre de postes vacants divisé par la demande de travail totale, c'est-à-dire la somme des postes vacants et des postes occupés.

Ratios chômeurs-postes vacants

Tous les chômeurs : Le ratio chômeurs-postes vacants pour tous les chômeurs correspond au nombre total de chômeurs, peu importe leur expérience antérieure de travail, selon les données de l'Enquête sur la population active (EPA), divisé par le nombre de postes vacants. Ce ratio indique le nombre de chômeurs disponibles pour chaque poste vacant et constitue une mesure de la tension sur le marché du travail.

Par secteur : Pour chaque secteur, le ratio correspond au nombre de chômeurs ayant travaillé dans le secteur au cours des 12 mois précédents, selon les données de l'EPA, divisé par le nombre de postes vacants dans le même secteur. Sont exclus les nouveaux arrivants sur le marché du travail, de même que les chômeurs qui n'ont pas travaillé au cours des 12 mois précédents. Les données sur le chômage par secteur ne sont disponibles que pour les personnes qui ont travaillé au cours des 12 mois précédents.

L'utilisation des données visant le secteur du dernier emploi occupé par le chômeur ne signifie pas que le chômeur en question a continué de chercher du travail dans ce secteur. Ce ratio indique le nombre de chômeurs dont le dernier emploi se trouvait dans le secteur en question pour chaque poste vacant dans ce secteur. Il constitue une mesure de la tension sur le marché du travail dans ce secteur.

Révisions à venir

En raison des révisions apportées le 27 mars 2013 aux données sur l'emploi de l'EERH, le prochain communiqué des données sur les postes vacants, qui paraîtra le 16 avril, pourrait présenter des modifications très mineures de certains taux de postes vacants, puisque l'EERH est la source des données sur les postes occupés. De plus, une méthode modifiée d'estimation des postes vacants ainsi que des révisions historiques des données sur les postes vacants dans certains secteurs de compétence et secteurs d'activité entraîneront des petits changements du nombre de postes vacants et des taux et ratios connexes. Ces petits changements peuvent se manifester dans toute la série chronologique, de 2011 jusqu'à maintenant.

Tableau 1
Nombre de chômeurs, nombre de postes vacants et ratio chômeurs-postes vacants, par province et territoire

	Moyenne de trois mois se terminant en décembre 2011			Moyenne de trois mois se terminant en décembre 2012			Décembre 2011 à décembre 2012		
	Nombre de chômeurs	Nombre de postes vacants	Ratio chômeurs-postes vacants	Nombre de chômeurs	Nombre de postes vacants	Ratio chômeurs-postes vacants	Nombre de chômeurs	Nombre de postes vacants	Ratio chômeurs-postes vacants
	milliers		ratio	milliers		ratio	variation en milliers		variation
Canada	1 281,3	221,4	5,8	1 257,8	220,9	5,7	-23,5	-0,5	-0,1
Terre-Neuve-et-Labrador	32,2	2,3	14,2	30,2	1,9	16,0	-2,0	-0,4	1,8
Île-du-Prince-Édouard	9,1	0,6	15,6	9,3	1,6	6,0	0,2	1,0	-9,6
Nouvelle-Écosse	38,5	4,4	8,7	42,8	4,6	9,4	4,3	0,2	0,7
Nouveau-Brunswick	33,5	3,2	10,3	39,7	3,8	10,5	6,2	0,6	0,2
Québec	328,8	53,6	6,1	308,4	40,1	7,7	-20,4	-13,5	1,6
Ontario	516,9	68,7	7,5	526,9	66,0	8,0	10,0	-2,7	0,5
Manitoba	31,9	8,5	3,7	31,8	9,0	3,5	-0,1	0,5	-0,2
Saskatchewan	24,1	10,5	2,3	23,2	12,4	1,9	-0,9	1,9	-0,4
Alberta	104,5	45,4	2,3	91,8	49,3	1,9	-12,7	3,9	-0,4
Colombie-Britannique	156,9	23,5	6,7	148,7	31,5	4,7	-8,2	8,0	-2,0
Yukon	1,0	0,2	5,3	1,2	0,2	5,2	0,2	0,0	-0,1
Territoires du Nord-Ouest	1,9	0,3	6,3	1,8	0,5	3,9	-0,1	0,2	-2,4
Nunavut	2,0	0,2	8,8	1,9	0,2	12,7	-0,1	0,0	3,9

Note(s) : Le nombre de chômeurs ainsi que le ratio comprennent tous les chômeurs, peu importe leur expérience de travail antérieure.

Tableau 2
Nombre de chômeurs, nombre de postes vacants, et ratio chômeurs-postes vacants, par secteur

	Moyenne de trois mois se terminant en décembre 2011			Moyenne de trois mois se terminant en décembre 2012			Décembre 2011 à décembre 2012		
	Nombre de chômeurs	Nombre de postes vacants	Ratio chômeurs-postes vacants	Nombre de chômeurs	Nombre de postes vacants	Ratio chômeurs-postes vacants	Nombre de chômeurs	Nombre de postes vacants	Ratio chômeurs-postes vacants
	milliers		ratio	milliers		ratio	variation en milliers		variation
Tous les chômeurs¹	1 281,3	221,4	5,8	1 257,8	220,9	5,7	-23,5	-0,5	-0,1
Chômeurs ayant travaillé au cours des 12 mois précédents pour tous les secteurs	718,8	221,4	3,2	720,5	220,9	3,3	1,7	-0,5	0,1
Foresterie, exploitation et soutien	8,3	F	F	9,9	F	F	1,6	F	F
Extraction minière, exploitation en carrière, et extraction de pétrole et de gaz	10,3	6,4	1,6	13,1	4,8	2,7	2,8	-1,6	1,1
Services publics	3,5	4,3	F	2,0	1,1	F	-1,5	-3,2	F
Construction	91,3	11,4	8,0	93,3	11,4	8,2	2,0	0,0	0,2
Fabrication	95,6	17,9	5,3	85,9	18,0	4,8	-9,7	0,1	-0,5
Commerce de gros	25,2	15,7	1,6	24,8	11,1	2,2	-0,4	-4,6	0,6
Commerce de détail	111,1	26,6	4,2	91,9	22,1	4,2	-19,2	-4,5	0,0
Transport et entreposage	30,5	7,5	4,0	31,6	11,6	2,7	1,1	4,1	-1,3
Industrie de l'information et industrie culturelle	19,9	3,3	6,0	18,9	7,6	2,5	-1,0	4,3	-3,5
Finance et assurances	11,3	9,8	1,2	16,5	F	F	5,2	F	F
Services immobiliers, de location et de location à bail	12,2	2,5	4,9	11,1	F	F	-1,1	F	F
Services professionnels, scientifiques et techniques	38,3	17,0	2,3	35,3	15,7	2,3	-3,0	-1,3	0,0
Gestion de sociétés et d'entreprises	F	0,7	0,0	F	1,4	0,0	F	0,7	0,0
Services administratifs, de soutien, de gestion des déchets et d'assainissement	61,8	14,8	4,2	59,5	16,1	3,7	-2,3	1,3	-0,5
Services d'enseignement	21,8	11,9	F	27,1	5,2	5,2	5,3	-6,7	F
Soins de santé et assistance sociale	34,8	29,0	1,2	45,8	36,1	1,3	11,0	7,1	0,1
Arts, spectacles et loisirs	32,5	3,6	9,1	34,7	5,8	6,0	2,2	2,2	-3,1
Hébergement et services de restauration	74,5	20,1	3,7	84,2	22,6	3,7	9,7	2,5	0,0
Autres services, sauf les services d'administrations publiques	25,5	11,3	2,3	24,7	12,0	2,0	-0,8	0,7	-0,3
Administrations publiques ²	10,4	7,4	1,4	10,1	5,9	1,7	-0,3	-1,5	0,3

F trop peu fiable pour être publié

1. Pour tous les chômeurs, le nombre de chômeurs ainsi que le ratio comprennent tous les chômeurs, peu importe leur expérience de travail antérieure.

2. Ne comprend pas l'administration publique fédérale, provinciale ou territoriale.

Note(s) : Le nombre de chômeurs ainsi que le ratio pour « Chômeurs ayant travaillé au cours des 12 mois précédents pour tous les secteurs » et par secteur, comprennent uniquement ceux qui ont travaillé au cours des 12 mois précédents.

Tableau 3
Nombre et taux de postes vacants, par province et territoire

	Moyenne de trois mois se terminant en décembre 2011		Moyenne de trois mois se terminant en décembre 2012		Décembre 2011 à décembre 2012		
	Nombre de postes vacants	Taux de postes vacants	Nombre de postes vacants	Taux de postes vacants	Nombre de postes vacants	Nombre de postes vacants	Taux de postes vacants
	milliers	%	milliers	%	variation en milliers	variation en %	variation
Canada	221,4	1,5	220,9	1,5	-0,5	-0,2	0,0
Terre-Neuve-et-Labrador	2,3	1,2	1,9	1,0	-0,4	-17,4	-0,2
Île-du-Prince-Édouard	0,6	1,0	1,6	2,8	1,0	166,7	1,8
Nouvelle-Écosse	4,4	1,2	4,6	1,2	0,2	4,5	0,0
Nouveau-Brunswick	3,2	1,1	3,8	1,3	0,6	18,8	0,2
Québec	53,6	1,6	40,1	1,2	-13,5	-25,2	-0,4
Ontario	68,7	1,2	66,0	1,2	-2,7	-3,9	0,0
Manitoba	8,5	1,6	9,0	1,6	0,5	5,9	0,0
Saskatchewan	10,5	2,4	12,4	2,7	1,9	18,1	0,3
Alberta	45,4	2,5	49,3	2,6	3,9	8,6	0,1
Colombie-Britannique	23,5	1,3	31,5	1,7	8,0	34,0	0,4
Yukon	0,2	1,2	0,2	1,4	0,0	0,0	0,2
Territoires du Nord-Ouest	0,3	1,3	0,5	1,9	0,2	66,7	0,6
Nunavut	0,2	2,2	0,2	1,4	0,0	0,0	-0,8

Tableau 4
Nombre et taux de postes vacants par secteur

	Moyenne de trois mois se terminant en décembre 2011		Moyenne de trois mois se terminant en décembre 2012		Décembre 2011 à décembre 2012		
	Nombre de postes vacants	Taux de postes vacants	Nombre de postes vacants	Taux de postes vacants	Nombre de postes vacants	Nombre de postes vacants	Taux de postes vacants
	milliers	%	milliers	%	variation en milliers	variation en %	variation
Ensemble des secteurs	221,4	1,5	220,9	1,5	-0,5	-0,2	0,0
Foresterie, exploitation et soutien	F	F	F	F	F	F	F
Extraction minière, exploitation en carrière, et extraction de pétrole et de gaz	6,4	2,9	4,8	2,1	-1,6	-25,0	-0,8
Services publics	4,3	3,3	1,1	0,9	-3,2	-74,4	-2,4
Construction	11,4	1,3	11,4	1,2	0,0	0,0	-0,1
Fabrication	17,9	1,2	18,0	1,2	0,1	0,6	0,0
Commerce de gros	15,7	2,1	11,1	1,4	-4,6	-29,3	-0,7
Commerce de détail	26,6	1,4	22,1	1,1	-4,5	-16,9	-0,3
Transport et entreposage	7,5	1,1	11,6	1,6	4,1	54,7	0,5
Industrie de l'information et industrie culturelle	3,3	1,0	7,6	2,3	4,3	130,3	1,3
Finance et assurances	9,8	1,4	F	1,4	F	F	0,0
Services immobiliers, de location et de location à bail	2,5	1,0	F	F	F	F	F
Services professionnels, scientifiques et techniques	17,0	2,1	15,7	1,9	-1,3	-7,6	-0,2
Gestion de sociétés et d'entreprises	0,7	0,7	1,4	1,3	0,7	100,0	0,6
Services administratifs, de soutien, de gestion des déchets et d'assainissement	14,8	1,9	16,1	2,1	1,3	8,8	0,2
Services d'enseignement	11,9	1,0	5,2	0,4	-6,7	-56,3	-0,6
Soins de santé et assistance sociale	29,0	1,7	36,1	2,1	7,1	24,5	0,4
Arts, spectacles et loisirs	3,6	1,5	5,8	2,4	2,2	61,1	0,9
Hébergement et services de restauration	20,1	1,8	22,6	2,0	2,5	12,4	0,2
Autres services, sauf les services d'administrations publiques	11,3	2,1	12,0	2,2	0,7	6,2	0,1
Administrations publiques ¹	7,4	1,6	5,9	1,3	-1,5	-20,3	-0,3

F trop peu fiable pour être publié

1. Ne comprend pas l'administration publique fédérale, provinciale ou territoriale.

Définitions, source de données et méthodes : numéro d'enquête 2612.

Les tableaux de données sur les postes vacants ne sont présentement pas offerts dans CANSIM, mais peuvent être obtenus en composant sans frais le 1-800-263-1136 (infostats@statcan.gc.ca). Les données sur les postes vacants seront offerts dans CANSIM, au moment de la diffusion des données de janvier, soit le 16 avril.

La diffusion des données de janvier sur les postes vacants aura lieu le 16 avril.

Pour obtenir plus de renseignements, communiquez avec nous sans frais au 1-800-263-1136 (infostats@statcan.gc.ca).

Pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Emmanuelle Bourbeau au 613-951-3007 (emmanuelle.bourbeau@statcan.gc.ca), Division de la statistique du travail.

Voyages entre le Canada et les autres pays, janvier 2013

Les Canadiens ont entrepris 5,5 millions de voyages à l'étranger en janvier, en baisse de 0,4 % par rapport à décembre.

Les voyages à destination des États-Unis ont augmenté de 0,2 % en janvier pour se situer à 4,8 millions de voyages. Cette hausse a toutefois été plus que contrebalancée par une baisse des voyages à destination des pays d'outre-mer.

Les Canadiens ont entrepris 769 000 voyages à destination des pays autres que les États-Unis en janvier, en baisse de 4,3 % par rapport à décembre, soit le plus bas niveau depuis décembre 2011.

Les voyages d'une nuit ou plus aux États-Unis ont baissé de 1,5 % pour atteindre 1,9 million de voyages, alors que les voyages en automobile ont diminué de 2,0 % pour se situer à 1,2 million de voyages et que les voyages en avion ont baissé de 0,3 % pour se situer à 648 000 voyages.

Les voyages de même jour en automobile effectués par les Canadiens à destination des États-Unis ont augmenté de 1,5 % pour atteindre 2,8 millions de voyages, soit le plus haut niveau depuis février 2012.

Le nombre de voyages à destination du Canada s'est maintenu à 2,1 millions de voyages en janvier, alors qu'une augmentation du nombre de voyages en provenance des États-Unis a neutralisé une baisse des voyages en provenance des pays d'outre-mer.

Plus de 1,7 million de visiteurs sont venus au Canada en provenance des États-Unis, en hausse de 0,2 % comparativement à décembre.

Les voyages avec nuitées en provenance des États-Unis ont augmenté de 0,1 % pour se situer à un peu plus de 1,0 million de voyages. Le nombre de voyages en automobile était en hausse de 0,7 % pour atteindre 586 000 voyages, alors que les voyages en avion ont baissé de 1,1 % pour se situer à 293 000 voyages.

Les voyages de même jour en automobile au Canada en provenance des États-Unis ont augmenté de 1,6 % pour atteindre 619 000 voyages.

Les voyages effectués au Canada par les voyageurs en provenance des pays d'outre-mer ont diminué de 1,1 % pour se situer à 387 000. Les quatre marchés d'outre-mer les plus importants pour le Canada ont tous enregistré des baisses (le Royaume-Uni, la France, l'Allemagne et la Chine).

Note aux lecteurs

Les données mensuelles sont désaisonnalisées. Pour obtenir plus de renseignements sur la désaisonnalisation, voir le document intitulé La désaisonnalisation et le repérage des tendances économiques.

Toutes les données désaisonnalisées ont été révisées rétrospectivement jusqu'à janvier 2010. Des révisions ont été faites pour certaines séries de données non désaisonnalisées de chacun des mois des deuxième et troisième trimestres de 2012.

Tableau 1
Voyages entre le Canada et les autres pays – Données désaisonnalisées

	Janvier 2012 ^r	Décembre 2012 ^r	Janvier 2013 ^P	Décembre 2012 à janvier 2013
	milliers			variation en % ¹
Voyages des Canadiens à l'étranger²	5 311	5 552	5 528	-0,4
Vers les États-Unis	4 517	4 749	4 759	0,2
Vers les autres pays	794	803	769	-4,3
Voyages de même jour en automobile aux États-Unis	2 636	2 730	2 771	1,5
Total des voyages d'une nuit ou plus	2 638	2 780	2 716	-2,3
États-Unis ³	1 844	1 977	1 948	-1,5
Automobile	1 088	1 216	1 191	-2,0
Avion	646	650	648	-0,3
Autres moyens de transport	109	111	109	-1,9
Autres pays ⁴	794	803	769	-4,3
Voyages au Canada²	2 125	2 108	2 108	0,0
En provenance des États-Unis	1 738	1 717	1 721	0,2
En provenance des autres pays	387	391	387	-1,1
Voyages de même jour en automobile en provenance des États-Unis	655	609	619	1,6
Total des voyages d'une nuit ou plus	1 367	1 377	1 373	-0,3
États-Unis ³	990	1 000	1 000	0,1
Automobile	573	583	586	0,7
Avion	297	297	293	-1,1
Autres moyens de transport	119	120	121	0,1
Autres pays ⁴	378	377	373	-1,2
Voyages au Canada : principaux marchés d'outre-mer, par pays d'origine⁵				
Royaume-Uni	58	56	55	-2,6
France	38	39	39	-0,8
Allemagne	29	26	25	-5,8
Chine	27	27	24	-10,5
Australie	21	23	24	2,7
Japon	20	21	22	5,3
Corée du Sud	11	13	14	1,0
Mexique	12	12	13	5,9
Inde	13	13	12	-5,9
Hong-Kong	10	11	11	2,4
Italie	9	9	10	6,5
Pays Bas	10	9	9	6,0

^r révisé

^P provisoire

1. La variation en pourcentage est calculée à partir des données non arrondies.

2. Les totaux dépassent la somme des données sur les voyages de même jour en automobile et le total des voyages d'une nuit ou plus parce qu'ils comprennent l'ensemble des voyages de même jour.

3. Les données pour les États-Unis comprennent les entrées par automobile et par autobus, ainsi que des données pour les arrivées par avion, par train, par bateau et par d'autres moyens.

4. Les données pour les autres pays n'excluent que les entrées du même jour par voie terrestre via les États-Unis.

5. Comprend les voyages de même jour et les voyages d'une nuit ou plus.

Données offertes dans CANSIM : tableaux 427-0001 à 427-0006.

Définitions, source de données et méthodes : numéro d'enquête 5005.

Le numéro de janvier 2013 de la publication *Voyages internationaux : renseignements préliminaires*, vol. 29, n° 1 (66-001-P), est maintenant accessible à partir du module *Publications* de notre site Web, sous l'onglet *Parcourir par ressource clé*.

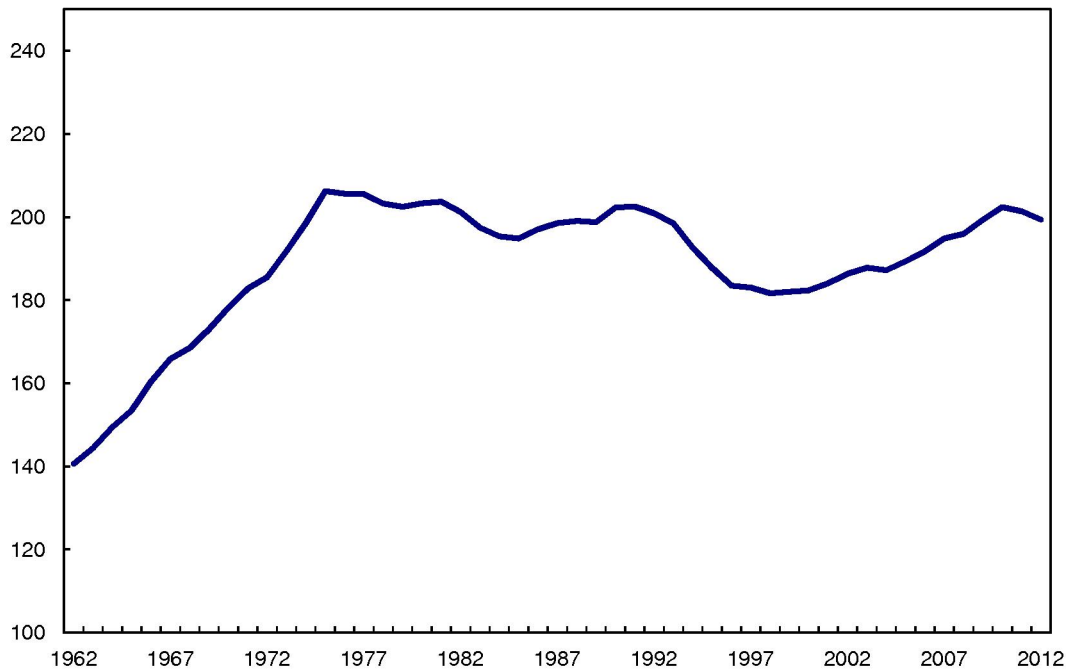
Pour obtenir plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec nous sans frais au 1-800-263-1136 (infostats@statcan.gc.ca), ou avec les Relations avec les médias au 613-951-4636 (ligneinfomedias@statcan.gc.ca).

Effectif policier et dépenses au chapitre des services de police, 2012

Le 15 mai 2012, les services de police du Canada comptaient 69 539 policiers, en hausse de 115 policiers par rapport à 2011. Toutefois, l'effectif policier, mesuré par le nombre de policiers par habitant, a baissé de 1,0 % pour s'établir à 199 policiers pour 100 000 habitants.

Graphique 1 Effectif policier pour 100 000 habitants, Canada

Policiers pour 100 000 habitants



Malgré de faibles reculs observés ces dernières années, l'effectif policier a généralement augmenté au Canada au cours des dix dernières années.

À l'échelle provinciale, c'est au Manitoba (+3 %) que le taux de l'effectif policier a connu la plus forte croissance de 2011 à 2012. Le Manitoba succède ainsi à la Saskatchewan comme province enregistrant l'effectif policier le plus haut. L'Île-du-Prince-Édouard et l'Alberta ont affiché les plus faibles effectifs policiers.

L'effectif policier a diminué dans la majorité des régions métropolitaines de recensement du Canada en 2012. Les plus fortes baisses ont été enregistrées à Moncton (-8 %) et à Saint John (-6 %). Winnipeg a succédé à Saint John comme région métropolitaine ayant le plus haut taux de policiers, tandis que Moncton a affiché le plus faible taux.

Pour une deuxième année consécutive, le nombre de policières a augmenté, tandis que le nombre de policiers a diminué. En 2012, on comptait 234 policières de plus et 119 policiers de moins qu'en 2011. Les femmes représentaient 20 % de l'ensemble des policiers en 2012, par rapport à 15 % dix ans plus tôt. La proportion de femmes dans les rangs supérieurs des services de police a également augmenté de façon constante depuis le début des années 1990, elle est passée de 1 % en 1992 à 16 % en 2012.

Environ 7 500 policiers étaient admissibles à la retraite avec pleine pension en 2011, ce qui représente environ un policier sur dix au Canada. Un peu moins de 1 300 policiers ont pris leur retraite cette année-là, ce qui représente 2 % du nombre total de policiers.

Les dépenses au chapitre des services policiers ont atteint 12,9 milliards de dollars en 2011, en baisse de 0,7 % par rapport à l'année précédente, si l'on tient compte de l'inflation. Il s'agit de la première diminution depuis 1996, et la baisse est principalement attribuable à la fin des dépenses de la Gendarmerie royale du Canada pour des événements spéciaux nationaux comme les Jeux olympiques de 2010 et les Sommets du G8 et du G20.

Après correction pour tenir compte de l'inflation, le Yukon (-2,5 %) et la Nouvelle-Écosse (-1,7 %) étaient les seuls secteurs de compétence à déclarer une baisse des dépenses. Les plus fortes hausses ont été observées en Alberta (+5,3 %) et en Saskatchewan (+4,9 %).

Note aux lecteurs

Au Canada, les données sur l'effectif policier et les dépenses des services de police sont recueillies chaque année par Statistique Canada dans le cadre de l'Enquête sur l'administration policière. À l'aide des données déclarées par chaque service de police au pays, le présent rapport fournit des renseignements sur l'effectif policier et les dépenses des services de police aux échelons national, provincial et municipal. Pour la première fois, en 2012, une nouvelle enquête supplémentaire a été ajoutée afin de recueillir des renseignements détaillés sur les embauches, les départs à la retraite, l'admissibilité à la retraite et, lorsque l'information était disponible, l'appartenance à une minorité visible.

Les données figurant dans le présent rapport portent sur deux périodes distinctes. La plupart des renseignements sur l'effectif policier reposent sur un instantané en date du 15 mai 2012, alors que les données sur les embauches, les départs et les dépenses portent sur l'année civile ayant pris fin le 31 décembre 2011 (ou le 31 mars 2012 pour les services de police dont la comptabilité se fait selon l'exercice financier).

Tableau 1
Policiers selon la province ou le territoire

	Policiers – 2012			Indice de gravité de la criminalité pour 2011 ²
	nombre	taux ¹	variation du taux en pourcentage de 2011 à 2012	
Total pour le Canada	69 539	199	-1,0	77,6
Total pour les provinces et les territoires	67 858	195	-0,8	77,6
Terre-Neuve-et-Labrador	926	181	-0,9	74,0
Île-du-Prince-Édouard	247	169	0,9	65,8
Nouvelle-Écosse	1 934	204	1,0	79,1
Nouveau-Brunswick	1 364	180	-1,0	65,0
Québec	15 992	199	0,2	73,5
Ontario	26 274	195	-1,5	61,1
Manitoba	2 706	214	3,1	117,5
Saskatchewan	2 298	213	-2,4	144,8
Alberta	6 787	175	-1,1	88,6
Colombie-Britannique	8 887	192	-1,7	95,1
Yukon	119	330	-4,4	159,2
Territoires du Nord-Ouest	199	459	3,0	342,7
Nunavut	125	371	-4,3	326,1
Quartier général et Division dépôt de la Gendarmerie royale du Canada	1 681

... n'ayant pas lieu de figurer

1. Taux pour 100 000 habitants.

2. L'Indice de gravité de la criminalité pour 2012 n'est pas encore disponible.

Tableau 2
Policiers selon la région métropolitaine de recensement

	Policiers – 2012			Indice de gravité de la criminalité pour 2011 ²
	nombre	taux ¹	variation du taux en pourcentage de 2011 à 2012	
Région métropolitaine de recensement				
Winnipeg	1 517	198	5,5	107,2
Thunder Bay	228	190	-1,7	107,3
Regina	422	190	-2,8	124,5
Saint John	195	189	-5,7	79,2
Saskatoon	497	179	-1,9	118,7
St. John's	336	178	-0,7	93,3
Montréal	6 986	178	-0,6	80,9
Windsor	589	178	-1,3	62,5
Brantford	245	175	3,7	92,2
Toronto	10 023	173	-3,4	54,9
Halifax	698	171	0,5	87,4
St. Catharines–Niagara	737	165	-3,4	60,7
Calgary	2 081	164	2,8	65,8
Vancouver	3 950	163	-1,5	94,5
Edmonton	1 928	161	-1,8	89,4
Grand Sudbury	262	161	1,4	78,9
Barrie	313	156	0,9	58,3
London	769	154	-0,4	79,0
Guelph	194	154	0,9	47,0
Peterborough	189	154	-5,2	62,2
Hamilton	1 129	153	-0,2	65,2
Victoria	552	152	-1,6	71,3
Kitchener–Cambridge–Waterloo	802	151	4,7	62,9
Ottawa ³	1 402	148	0,8	57,9
Abbotsford–Mission	262	147	-2,7	87,9
Kingston	234	145	-1,7	59,5
Gatineau ⁴	435	140	3,5	63,6
Sherbrooke	250	131	-0,4	60,7
Québec	998	131	2,9	52,2
Trois-Rivières	189	126	-1,0	67,9
Saguenay	179	123	-0,1	71,1
Kelowna	206	113	1,8	97,4
Moncton	145	105	-8,4	68,8

1. Taux pour 100 000 habitants. Fondé sur le nombre de policiers en 2012 et le nombre d'habitants en 2011. Les chiffres de population pour 2012 ne sont pas encore disponibles.

2. L'Indice de gravité de la criminalité pour 2012 n'est pas encore disponible.

3. Représente la partie de la région métropolitaine de recensement d'Ottawa–Gatineau qui est située en Ontario.

4. Représente la partie de la région métropolitaine de recensement d'Ottawa–Gatineau qui est située au Québec.

Données offertes dans CANSIM : tableau 254-0002.

Définitions, source de données et méthodes : numéro d'enquête 3301.

La publication *Les ressources policières au Canada, 2012 (85-225-X)*, est maintenant accessible à partir du module *Publications* de notre site Web, sous l'onglet *Parcourir par ressource clé*. Choisissez *Tous les sujets*, puis *Crime et justice*.

Pour obtenir plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec nous sans frais au 1-800-263-1136 (infostats@statcan.gc.ca), ou avec les Relations avec les médias au 613-951-4636 (ligneinfomedias@statcan.gc.ca).

Rapports sur la santé, mars 2013

Le numéro en ligne de mars 2013 de *Rapports sur la santé*, diffusé aujourd'hui, contient deux articles.

Le premier article, intitulé « Risque nutritionnel chez les Canadiens âgés », présente la première évaluation du risque nutritionnel au niveau de la population, fondée sur un large échantillon national représentatif de la population canadienne de 65 ans et plus vivant à domicile. Des données provenant de l'Enquête sur la santé dans les collectivités canadiennes – Vieillesse en santé menée en 2008-2009 ont été utilisées pour estimer la prévalence du risque nutritionnel en fonction de certaines caractéristiques.

Pour obtenir plus de renseignements sur cet article, communiquez avec Didier Garriguet au 613-951-7187 (didier.garriguet@statcan.gc.ca), Division de l'analyse de la santé.

Le second article, intitulé « Trajectoires de la détresse psychologique au Canada chez les adultes ayant été exposés à une dépendance parentale dans leur enfance », compare les trajectoires de la détresse psychologique pour un échantillon national représentatif de la population canadienne de 18 à 74 ans dont certains membres ont eu dans leur enfance des parents qui étaient aux prises avec une dépendance. Elle part de l'hypothèse selon laquelle les personnes ayant été exposées à une dépendance parentale présentent des niveaux de détresse psychologique plus élevés que les autres personnes, en particulier au début de l'âge adulte. Les données proviennent du fichier longitudinal de l'Enquête nationale sur la santé de la population, pour la période allant de 1994-1995 à 2010-2011.

Pour obtenir plus de renseignements sur cet article, communiquez avec Didier Garriguet au 613-951-7187 (didier.garriguet@statcan.gc.ca), Division de l'analyse de la santé.

La version en ligne de mars 2013 de *Rapports sur la santé*, vol. 24, n° 3 (82-003-X), est maintenant accessible à partir du module *Publications* de notre site Web, sous l'onglet *Parcourir par ressource clé*.

Pour obtenir plus de renseignements, communiquez avec nous sans frais au 1-800-263-1136 (infostats@statcan.gc.ca).

Pour obtenir des renseignements sur la publication *Rapports sur la santé*, communiquez avec Janice Felman au 613-951-6446 (janice.felman@statcan.gc.ca), Division de l'analyse de la santé.

Blogue de StatCan : Enquête sur la sécurité financière, mars 2013

Dans sa plus récente édition du [Blogue de StatCan](#), Statistique Canada traite aujourd'hui de l'Enquête sur la sécurité financière, laquelle dresse un portrait exhaustif de la valeur nette des biens détenus par les Canadiens. L'enquête, menée à l'automne 2012 auprès de quelque 20 000 ménages canadiens, a recueilli des renseignements détaillés sur leurs finances.

L'évaluation de la valeur nette des familles canadiennes — c'est-à-dire la valeur de leurs biens dont on a retranché leurs dettes — donne de nouveaux renseignements qui permettent de mieux comprendre la répartition de la richesse, la mesure dans laquelle la richesse est concentrée, la forme qu'elle prend et son évolution dans le temps compte tenu du vieillissement de la population et de la dynamique de l'économie.

Les données de l'enquête sont utilisées par les ministères afin de faciliter l'élaboration de politiques ainsi que par le secteur privé, de même que par les personnes et les familles afin de comparer leur patrimoine avec celui des autres ménages du même type.

Cette enquête est la troisième de ce genre, des enquêtes semblables ayant été menées en 1999 et en 2005.

Les résultats de l'enquête seront diffusés à la fin de l'année.

Pour obtenir plus de renseignements, communiquez avec nous sans frais au 1-800-263-1136 (infostats@statcan.gc.ca).

Pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Penny Stuart au 613-951-2005 (penny.stuart@statcan.gc.ca).

Stocks et exportations de pétrole brut et condensat par oléoduc, janvier 2013

Les données de janvier pour les stocks de fermeture, tenus au Canada; réservoirs : pétrole brut et condensat; et exportations de pétrole brut sont accessibles sur demande.

Définitions, source de données et méthodes : numéros d'enquête 2148 et 2191.

Pour obtenir plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec nous sans frais au 1-800-263-1136 (infostats@statcan.gc.ca), ou avec les Relations avec les médias au 613-951-4636 (ligneinfomedias@statcan.gc.ca).

Estimations de la population du Canada, quatrième trimestre de 2012

Il est maintenant possible de consulter les estimations démographiques du quatrième trimestre à l'échelon des provinces et des territoires.

Note aux lecteurs

Les estimations diffusées aujourd'hui sont fondées sur les comptes du Recensement de 2006, rajustés pour le sous-dénombrement net du recensement et les réserves indiennes partiellement dénombrées, auxquels est ajoutée l'estimation de l'accroissement démographique pour la période allant du 16 mai 2006 au 31 décembre 2012.

Ces estimations ne sont pas à confondre avec les comptes du Recensement de 2011, qui ont été diffusés le 8 février 2012.

Données offertes dans CANSIM : tableaux 051-0005, 051-0006, 051-0017, 051-0020, 051-0037, 051-0045 et 053-0001.

Définitions, source de données et méthodes : numéros d'enquête 3231, 3233 et 3601.

Le numéro d'octobre à décembre 2012 de la publication *Estimations démographiques trimestrielles*, vol. 26, n° 4 (91-002-X), est maintenant accessible à partir du module *Publications* de notre site Web, sous l'onglet *Parcourir par ressource clé*.

Pour obtenir plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec nous sans frais au 1-800-263-1136 (infostats@statcan.gc.ca), ou avec les Relations avec les médias au 613-951-4636 (ligneinfomedias@statcan.gc.ca).

Nouveaux produits et études

Nouveaux produits

Commerce de gros, janvier 2013, vol. 76, n° 1
Numéro au catalogue 63-008-X (HTML | PDF)

Voyages internationaux : renseignements préliminaires, janvier 2013, vol. 29, n° 1
Numéro au catalogue 66-001-P (HTML | PDF)

Rapports sur la santé, vol. 24, n° 3
Numéro au catalogue 82-003-X (HTML | PDF)

Les ressources policières au Canada, 2012
Numéro au catalogue 85-225-X (HTML | PDF)

Estimations démographiques trimestrielles, octobre à décembre 2012, vol. 26, n° 4
Numéro au catalogue 91-002-X (HTML | PDF)

Nouvelles études

Risque nutritionnel chez les Canadiens âgés
Rapports sur la santé

Trajectoires de la détresse psychologique au Canada chez les adultes ayant été exposés à une dépendance parentale dans leur enfance
Rapports sur la santé



Bulletin officiel de diffusion des données de Statistique Canada

Numéro au catalogue 11-001-X.

Publié tous les jours ouvrables par la Division des communications, Statistique Canada, Immeuble R.-H.-Coats, 10^e étage, section G, 100 promenade Tunney's Pasture, Ottawa, Ontario K1A 0T6.

Pour consulter *Le Quotidien* sur Internet ou pour s'y abonner, visitez notre site Web à l'adresse : <http://www.statcan.gc.ca>.

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada. © Ministre de l'Industrie, 2013. Tous droits réservés. L'utilisation de la présente publication est assujettie aux modalités de l'entente de [licence ouverte de Statistique Canada](#) :

<http://www.statcan.gc.ca/reference/copyright-droit-auteur-fra.htm>